
HAÏTI

CONTEXTE GÉNÉRAL



Pays des Antilles, Haïti (Ayiti en créole signifie pays de montagnes) compte 8 373 750 habitants (2007) et 40,8% de ce nombre vit en milieu urbain. On dénote un accroissement de 200 000 habitants de plus chaque année (28 naissances pour 1000 habitants). Haïti présente des niveaux de pauvreté et d'inégalités de loin plus élevés que ceux de la plupart des autres pays comparables. Plus de 76% de la population du pays et 80% de la population en milieu rural sont considérés comme pauvres, vivant avec moins de 2\$ US/jour, sur ce nombre 55% aurait des revenus de moins de \$1\$/jour, tout en constatant que 80% de la population ne dispose que de 32% des revenus et que les 2% les plus riches seraient en possession de 26% du revenu total¹. Selon les données du PNUD, Haïti a régressé dans l'échelle de développement humain passant du 146ième rang en 2000 pour atteindre le 153ième rang en 2005.

Les femmes constituent la majorité de la population (52%) et jouent un rôle de pilier dans la famille (43% des ménages ont des femmes à leur tête). Malgré ces données, des facteurs sociaux et culturels continuent de créer des barrières pour les femmes dans divers domaines. L'agriculture est le secteur d'activités économiques dominant (49,6% des gens y travaillent dont 93,3% en milieu rural) et les femmes sont majoritaires dans le secteur : commerce de gros et de détail (88%).

Le degré d'alphabétisme est en moyenne de 61%, il est plus élevé pour les hommes (83,8%) que pour les femmes (58,3%) mais les chiffres sont en nette diminution en milieu rural (47,1%). Au cours de l'année académique 2001-2002, seulement 45,9% des personnes âgées de 6 à 24 ans ont fréquenté un établissement scolaire ou universitaire (46,6% garçons et 45,3% filles)². La population des 6-12 ans non scolarisée est de 37,7% dont la plus forte concentration se retrouve en milieu rural. Les problèmes de santé ont une forte prévalence compte tenu des conditions de vie précaire de nombreux ménages. Les déchets solides sont jetés principalement sur des terrains vagues ou vides (36,3%) et 30% des logements dont 84,8% en milieu rural ne disposent pas de lieux d'aisance. On ne retrouve qu'un médecin pour 10 000 habitants. Compte tenu d'un accès limité à l'eau courante dans l'aire métropolitaine, 89% de la consommation d'eau se fait par achat divers (sceaux, gros contenants, camions, etc..).

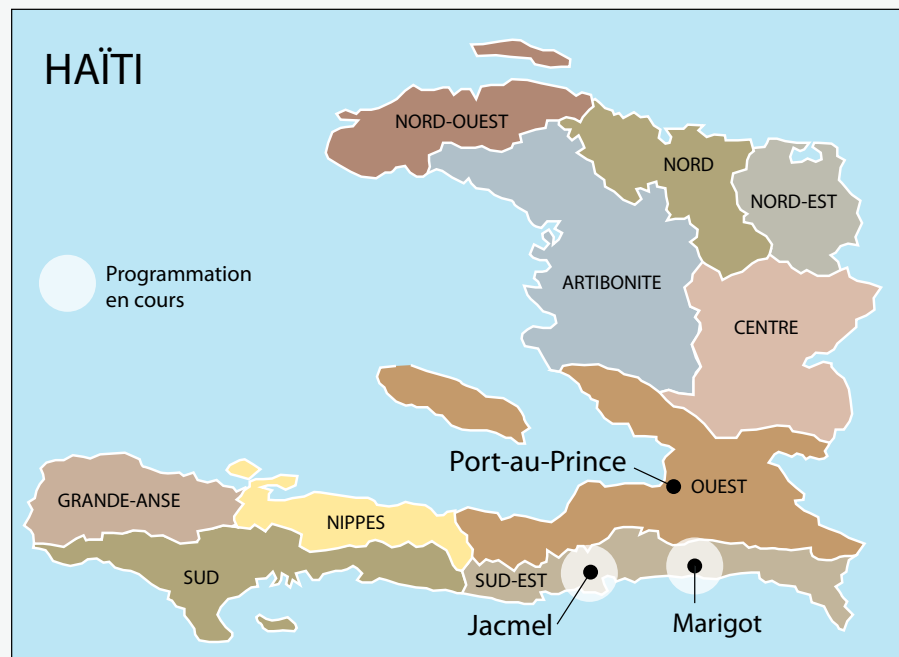
¹ Ministère de la Planification PCE-Haïti, *Inégalités et Pauvreté en Haïti* mars 2006)

² Bureau du Recensement, Ministère de l'Économie et des Finances, Institut haïtien de statistiques et d'informatique, 4ième recensement général, 2003.



Depuis les années 1900, le pays a connu une vingtaine de cyclones, une trentaine d'inondations meurtrières et un nombre incalculable de déplacements de masse avec les conséquences qui s'y greffent : endémies majeures, insalubrité. À titre d'exemple, les inondations de Gonaïves ont laissé plus de 3000 morts avec des dégâts matériels considérables (routes impraticables, actives productives détruites). Cette situation ne fait que renforcer la paupérisation économique et du même coup créer les conditions d'aggravation de la pauvreté.

La liaison entre pauvreté et destruction de l'environnement naturel est manifeste : 75% des sols en Haïti sont érodés, plusieurs espèces de flore et de faune sont menacées d'extinction, d'où la préconisation de stratégies de survie privilégiant le court terme au détriment de la reproduction à long terme des écosystèmes. Malgré un portrait souvent sombre de la situation, il faut souligner toute l'ingéniosité et le courage d'un peuple aux prises avec une survie quotidienne qui, obnubilé par les tentatives infructueuses de grandes luttes démocratiques et politiques, n'en travaille pas moins pour assurer une qualité de vie meilleure pour les générations à venir.



DIAGNOSTIC ET TENDANCE DE LA PAUVRETÉ EN HAÏTI

Trois phénomènes majeurs expliquent cette piètre performance d'Haïti.

- 1** La récession endémique, la dégradation du marché du travail liée aux problèmes des systèmes de production traditionnels et la mauvaise gestion macro-économique ont entraîné une profonde restructuration de l'environnement socio-



économique dans le pays. Ces éléments, alliés à une dépréciation de la monnaie nationale, ont fait augmenter le coût de la vie sans encourager un élargissement de la base productive. En conséquence, le PIB per capita en 2002 ne représentait plus que 61% de sa valeur de 1980 ; en 25 ans Haïti n'a connu aucune séquence durable de croissance économique³. Les transferts privés des haïtiens expatriés représentent en moyenne 17% du PIB en 2001-2002, soit 2.6 fois la valeur des exportations totales du pays.

2 La libéralisation des marchés a entraîné à sa suite la vulnérabilité de l'économie haïtienne et l'inflation. Le déclin de la production et la chute des prix à l'exportation se sont cruellement fait sentir tout particulièrement en agriculture où la dégradation de l'environnement et des ressources naturelles est dans une situation excessivement critique. Le déclin de l'agriculture productive a entraîné l'urbanisation rapide des villes, notamment de la capitale Port au Prince et sa périphérie, qui abritait en 2000 environ 20,7% de la population comparativement à 13,4% 15 ans plus tôt. On estime que la population de l'aire métropolitaine aura doublé d'effectif d'ici quatorze ans pour atteindre 4 millions d'habitants en 2017.

3 Aucune réforme d'importance n'a pu prendre véritablement son essor compte tenu de l'instabilité politique qu'a connue Haïti depuis les années 80.

Le bilan alimentaire global d'Haïti pour l'année 2003 indique que la production locale satisfait moins de 50% des besoins des familles et que les couches pauvres doivent consacrer environ 50% de leur revenu pour répondre aux besoins alimentaires de leur famille. On estime que 70% des ménages sont en état d'insécurité alimentaire se traduisant par des taux de malnutrition élevés chez les enfants de moins de 5 ans et par une forte mortalité infantile, accentuée par un état sanitaire déplorable et par un accès limité aux services essentiels .

PROGRAMMATION DE SUCO

Présent dans ce pays depuis 2001 par le biais d'un projet d'adaptation de notre approche agroenvironnementale et de son produit le Machete Verde, qui est devenu le Djakout Peyizan, SUCO a développé différents partenariats pour favoriser le développement local et l'amélioration des pratiques agricoles. Le principal lieu d'intervention de SUCO en Haïti se situe dans la région du sud-est, notamment dans la commune de Jacmel et celle de Marigot. SUCO prévoit travailler dans d'autres communes ou sections communales où il apportera son expertise en développement local et en agro-

³ PNUD, *Les ODM en Haïti*, 2007
www.ht.undp.org/omd-haiti-objectif

environnemental, afin de contribuer à lutter contre la pauvreté qui touche les familles rurales et appuyer la mise en œuvre du processus de décentralisation en cours dans le pays.

PROGRAMMATION DE SUCO



Micro Entreprises environnementales des Orangers, commune de Jacmel (2006-09).

Appui aux membres de dix (10) associations paysannes oeuvrant à la mise en place d'entreprises micro-environnementales dans un but d'accroître les capacités et les habiletés des collectivités concernées à prendre en charge l'amélioration de leurs milieux de vie. Ce projet est financé par l'Agence canadienne de développement international.

Programme de formation agricole et d'application pratique dans une optique environnementale.

Soutien à des formateurs et formatrices en appui au monde paysan ainsi que des producteurs et productrices agricoles de la collectivité de Marigot (sud-est d'Haïti). En collaboration avec le partenaire haïtien REPIE (Réseau d'Enseignement Professionnel et d'Interventions Écologiques), ce projet situé dans la commune de Marigot vise l'introduction de nouvelles pratiques d'exploitation du patrimoine agricole des paysans-nes favorisant l'augmentation de la production tout en facilitant la diversification de la production et la souveraineté alimentaire. Ce projet est financé par le Ministère des Relations Internationales du Québec.

Projet d'appui à la revitalisation des canaux d'irrigation de bananeries.

Ce projet fait suite à une demande de la collectivité suite aux dégâts causés par l'ouragan Noël en 2007. Ce projet est financé par des fonds de l'Ambassade canadienne en Haïti.

